

Berne, le 17 août 2026

Conférence de presse Travail.Suisse – Greta Gysin, conseillère nationale et présidente de transfair
Le texte prononcé fait foi.

LE PERSONNEL DU SERVICE PUBLIC MÉRITE D'ÊTRE ENFIN MIEUX VALORISÉ

Le service public ne fonctionne que grâce aux personnes qui le portent au quotidien. Or, ce sont précisément elles qui subissent une pression croissante depuis des années : réorganisations, économies et suppressions d'emplois marquent leur quotidien professionnel. Dans le même temps, leur pouvoir d'achat ne cesse de baisser. C'est pourquoi le syndicat transfair demande pour 2027 des augmentations salariales spécifiques par branche, d'environ 2 pourcent en moyenne. L'objectif est de garantir les salaires réels et de reconnaître enfin à leur juste valeur les performances du personnel.

Le service public est le fondement de notre vie quotidienne. Que ce soit dans une vallée isolée du Jura ou en plein cœur de Zurich, la population suisse bénéficie chaque jour d'un service de base de grande qualité. Sans la Poste Suisse, les lettres et les colis ne seraient pas acheminés de manière fiable dans tout le pays. Sans les transports publics, il n'y aurait pas de desserte complète par train, bus et tramway. Sans des télécommunications fiables, les numéros d'urgence ne seraient pas accessibles à tous en cas d'urgence. Et sans l'administration fédérale, il n'y aurait ni contrôles aux frontières, ni accords commerciaux internationaux, ni mise en œuvre des lois adoptées démocratiquement. Jour après jour, les collaborateurs et collaboratrices du service public veillent au bon fonctionnement de notre pays. Leur travail est indispensable.

Pourtant, le personnel du service public subit depuis des années une pression croissante. Réorganisations, suppressions d'emplois et programmes d'austérité font désormais partie du quotidien. Malgré ces contraintes, les collaboratrices et collaborateurs continuent d'accomplir un travail exceptionnel. Mais leur capacité de résistance a des limites. Il est temps de reconnaître enfin leurs performances à leur juste valeur.

Nos revendications dans les branches de transfair

Pour 2027, le syndicat transfair réclame donc des augmentations salariales moyennes d'environ 2 pourcent. Ces augmentations tiennent notamment compte de l'inflation actuelle et cumulée, ainsi que de la hausse des primes d'assurance maladie.

Dans nos branches ICT, Poste/Logistique et Transports publics, nous exigeons des mesures nettement plus équitables et complètes que lors des dernières négociations salariales. Chez **Swisscom**, ce sont surtout les actionnaires qui ont profité en 2026. Les collaboratrices et collaborateurs n'ont bénéficié que d'une faible augmentation salariale. La situation était similaire à la **Poste Suisse**. Certes, le compromis trouvé a finalement tenu compte des besoins du personnel et a notamment pris en considération les bas salaires. Néanmoins, la Confédération, en tant qu'actionnaire, en a clairement davantage profité. Des augmentations de dividendes qui dépassent l'évolution des salaires, cela ne doit pas se reproduire en 2027. Les **CFF** n'ont accordé pour l'année en cours que des augmentations salariales individuelles. Cette solution négociée par transfair a notamment profité

aux jeunes collaborateurs et collaboratrices. Dans le même temps, des milliers de salariés n'ont reçu aucune compensation pour la hausse du coût de la vie. En 2027, tout le monde doit en profiter.

Pour le **personnel de la Confédération**, transfair demande une augmentation salariale de 1,5 pour-cent. L'an passé, le Parlement a adopté des mesures salariales si modestes que le personnel a subi une baisse des salaires réels. Durant les années précédentes, le renchérissement n'a pas non plus toujours été compensé. Néanmoins, transfair pose des revendications modérées pour la branche et tient ainsi compte des réalités politiques : au cours des cinq dernières années, le Parlement a revu à la baisse à trois reprises l'accord salarial négocié entre transfair et le Conseil fédéral. C'est pourquoi, pour 2027, nous revendiquons d'autant plus fermement au minimum une compensation de l'inflation actuelle et de celle accumulée. Nous exigeons en outre que le Parlement respecte les résultats des négociations menées avec les partenaires sociaux.

La politique d'austérité étouffe le service public

Le service public atteint de plus en plus ses limites. Il faut traiter un nombre croissant de colis, effectuer des contrôles supplémentaires, mettre en place de nouveaux services et atteindre des objectifs de vente plus élevés. Parallèlement, les ressources disponibles ne cessent de diminuer. Le contexte économique, marqué par la politique douanière actuelle et les guerres en Ukraine et en Iran, est difficile. Une fois de plus, c'est le personnel qui en subit les conséquences. Certes, transfair est parvenu à atténuer les effets de diverses mesures d'austérité durant l'année en cours. Néanmoins, de nombreuses équipes ont subi des coupes douloureuses.

Mais le problème des ressources a également une origine politique : il résulte des attaques régulières dont fait l'objet le service public. D'un côté, celui-ci est censé offrir un service de base de qualité sur l'ensemble du territoire ; de l'autre, on lui coupe les moyens nécessaires. Cette contradiction conduit inévitablement à une détérioration des conditions de travail et, à long terme, à une baisse de la qualité des services offerts à la population. transfair s'oppose fermement à cette évolution.

Pour de plus amples renseignements :

Greta Gysin, conseillère nationale et présidente de transfair, 079 409 33 10.

transfair

Le syndicat transfair s'engage quotidiennement pour plus de 10'000 membres et plus de 250'000 employé-e-s dans le service public. Nos branches sont Poste/Logistique, Transports publics, Administration publique, et ICT.